

Réhabilitation bâtiment FF2 - binôme 4

UFERDOCH / CME / DSI

La Candélie Agen

MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'ŒUVRE

Marché à procédure adaptée

Articles L.2123-1 et L.2123-1 1° du code de la commande publique

Cahier des Clauses Administratives Particulières CCAP

KAPEA

60 avenue Gaston Cabannes
33270 FLOIRAC

Tél : 05 56 75 36 30
www.kapea-ammo.fr

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 -	OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1.	OBJET DE LA CONSULTATION	4
1.2.	TITULAIRE DU MARCHÉ	4
1.3.	SOUS-TRAITANCE	4
1.4.	CONTRÔLE TECHNIQUE	5
1.5.	COORDINATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS	5
1.6.	ORDONNANCEMENT, PILOTAGE, COORDINATION	5
1.7.	ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE	5
CHAPITRE 2 -	PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
2.1.	PIÈCES PARTICULIÈRES :	5
2.2.	PIÈCES GÉNÉRALES	5
CHAPITRE 3 -	FORFAIT DE RÉMUNÉRATION	6
3.1.	T.V.A.	6
3.2.	MODALITÉS DE FIXATION DU FORFAIT DE RÉMUNÉRATION	6
3.3.	DISPOSITIONS DIVERSES	6
3.4.	MOIS D'ÉTABLISSEMENT DU PRIX DU MARCHÉ	7
3.5.	MODALITÉS DE RÉVISION DES PRIX	7
CHAPITRE 4 -	RÈGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE	7
4.1.	GARANTIE FINANCIÈRE	7
4.2.	LES AVANCES	7
4.3.	ACOMPTES	8
4.4.	POUR L'ÉTABLISSEMENT DES DOCUMENTS D'ÉTUDES:	9
4.5.	POUR L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS ACT	9
4.6.	POUR L'EXÉCUTION DU VISA	9
4.7.	POUR L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS DE CONTRÔLE D'EXÉCUTION (DET ET AOR)	9
4.8.	POUR L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS DE DIAG (MISSION COMPLÉMENTAIRE)	10
4.9.	POUR L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS D'OPC (MISSION PSE)	ERREUR ! SIGNET NON DÉFINI.
4.10.	RÉMUNÉRATION DES ÉLÉMENTS.	10
4.11.	MONTANT DE L'ACOMPTÉ	10
4.12.	SOLDE	11
4.13.	DECOMPTÉ FINAL	11
4.14.	DECOMPTÉ GÉNÉRAL - ÉTAT DU SOLDE	11
4.15.	MODE DE RÈGLEMENT	12
CHAPITRE 5 -	DÉLAIS - PÉNALITÉS DE RENDU DES PRESTATIONS	12
5.1.	ÉTABLISSEMENT DES DOCUMENTS D'ÉTUDES	12
5.2.	EXIGENCES EN PHASE TRAVAUX	13
5.3.	DÉMARRAGE DES PRESTATIONS -SUSPENSION	15
5.4.	PROLONGATION DES DÉLAIS	15
CHAPITRE 6 -	COUT PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX EN PHASE ÉTUDE	16
6.1.	ENGAGEMENT EN PHASE APD	16
6.2.	TOLÉRANCE SUR LE COUT PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX	16
6.3.	COUT DE RÉFÉRENCE DES TRAVAUX	16
6.4.	PÉNALITÉS POUR DÉPASSEMENT DU SEUIL DE TOLÉRANCE	16

CHAPITRE 7 - COUT DE REALISATION DES TRAVAUX	17
7.1. ENGAGEMENT EN ACT	17
7.2. TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX	17
7.3. PENALITES POUR DEPASSEMENT DU SEUIL DE TOLERANCE	17
7.4. MESURES CONSERVATOIRES	17
CHAPITRE 8 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	17
CHAPITRE 9 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SECURITE ET SANTE	18
CHAPITRE 10 - UTILISATION DES RESULTATS	18
CHAPITRE 11 - ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION	18
CHAPITRE 12 - ACHEVEMENT DE LA MISSION	18
CHAPITRE 13 - RESILIATION DU MARCHE	18
13.1. RESILIATION DU FAIT DU MAITRE DE L'OUVRAGE	18
13.2. RESILIATION DU MARCHE AUX TORTS DU MAITRE D'ŒUVRE OU CAS PARTICULIERS	18
CHAPITRE 14 - CLAUSES DIVERSES	19
14.1. CONDUITE DES PRESTATIONS DANS UN GROUPEMENT	19
14.2. ASSURANCES	19
14.3. REGLEMENT DES LITIGES	19
CHAPITRE 15 - DEROGATIONS AU C.C.A.G. PRESTATIONS INTELLECTUELLES	20

CHAPITRE 1 - Objet du marché - Dispositions générales

1.1. Objet de la consultation

L'opération consiste à **réhabiliter, au sein du site INTRA du CHD La Candélie, un bâtiment nommé FF2, faisant partie du binôme 4.** L'autre aile (FF1) étant destinée à la démolition, dans le cadre d'une autre opération de travaux ultérieure.

L'édifice est destiné à l'accueil des formations, l'UFERDOCH, la CME (Commission Médicale d'Etablissement) et la DSI (Direction des soins).

Lieu d'exécution : **Route de la Candélie, 47480 Pont-du-Casse.**

La part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage est fixée à **850 000 € HT** (valeur mai 2025).

Durée prévisionnelle des travaux : **7 mois.**

1.2. Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent C. C. A. P. sous le nom « le maître d'oeuvre » sont précisées à l'acte d'engagement.

1.3. Sous-traitance

Le maître d'oeuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement par le maître de l'ouvrage.

Toutefois, en application de l'article L. 2193-3 du Code de la commande publique, les prestations suivantes du marché doivent être effectuées directement par l'un des membres du groupement titulaire : L'architecte ne peut ni prendre ni donner en sous-traitance la mission définie à l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, conformément à l'article 37 du code de déontologie des architectes.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du C.C.A.G.-MOE

L'acceptation et l'agrément des conditions de paiement sont obtenus conformément aux dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, et des articles R2193-1 à 2 du Code de la commande publique dans le cas où le sous-traitant est présenté au moment de l'offre, ou des articles R2193-3 à 4 du Code de la commande publique dans le cas où le sous-traitant est présenté après la notification du marché public

Le titulaire doit en conséquence transmettre au représentant du pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance, y compris les modalités de variation des prix (révision, actualisation, ...) éventuellement applicables ;
- e) Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant. Les pièces transmises pour justifier des capacités professionnelles et financières du sous-traitant sont les mêmes que celles qui ont été exigées du titulaire pour l'examen de sa candidature, lors de la consultation ayant donné lieu à la conclusion du présent marché.

1.4. Contrôle technique

La mission de contrôle technique sera attribuée ultérieurement, le nom du prestataire et ses missions seront alors communiqués au maître d'oeuvre.

1.5. Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs


La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sera attribuée ultérieurement, le nom du coordonnateur sera alors communiqué au maître d'œuvre. Les membres du groupement de Maîtrise d'œuvre ne pourront répondre à cette nouvelle consultation.

1.6. Ordonnancement, pilotage, coordination

La mission d'Ordonnancement, pilotage, coordination sera attribuée au maître d'œuvre qui proposera cette prestation en mission complémentaire.

1.7. Assistance à Maîtrise d'Ouvrage

L'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage - chargée de la programmation et mission choix MOE, sera assurée par :

	AMO : KAPEA 60 avenue Gaston Cabannes 33270 FLOIRAC	Céline SEGUIN celine.seguin@kapea-amo.fr 07 84 94 36 73 Nicolas SEINTOURENS nicolas.seintourens@kapea-amo.fr 06 08 94 81 55
---	--	--

CHAPITRE 2 - Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

2.1. Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.),
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.),
- Le programme de l'opération
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Les pièces écrites et graphiques remises par le maître d'ouvrage lors de la consultation
- L'offre technique et financière du maître d'œuvre, composée de pièces écrites et éventuellement graphiques, y compris les compléments apportés en cas de négociation ou de mise au point
- Les cadres de réponse complétés par le titulaire lors de la consultation

2.2. Pièces générales

- Livre IV du Code de la Commande Publique
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

CHAPITRE 3 - Forfait de rémunération

3.1. T.V.A.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors T.V.A.

3.2. Modalités de fixation du forfait de rémunération

S'agissant des éléments de la mission de base et missions complémentaires, le titulaire est rémunéré en application du forfait de rémunération provisoire fixé à l'acte d'engagement, conformément aux dispositions des articles L. 2432-1, R. 2432-6 et R. 2432-7 du Code de la commande publique.

Le forfait définitif de rémunération est le produit du taux de rémunération **t** fixé à l'acte d'engagement par le montant du coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre en phase AVP pour la mission de base.

Le forfait définitif de la mission de base est arrêté par voie d'avenant au plus tard à l'approbation de l'Avant-Projet, AVP.

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 des études, indiqué dans l'acte d'engagement.

En cas de modifications ultérieures de programme apportées par le Maître d'ouvrage, ou résultant d'un changement de réglementation, et conduisant à des modifications dans la consistance du projet, le marché de maîtrise d'œuvre fait l'objet d'un avenant qui arrête le coût prévisionnel des travaux concernés par ces modifications et adapte en conséquence la rémunération du Maître d'œuvre et les modalités de son engagement sur le coût prévisionnel le cas échéant.

En dérogation de l'article 14.1 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, le Maître d'ouvrage peut prescrire au Maître d'œuvre, par ordre de service, l'exécution de prestations modificatives ou supplémentaires sans consultation de ce dernier.

En dérogation l'article 15.3.5. du CCAG-Maîtrise d'œuvre, en cas de prolongation de la durée du chantier, le mode de calcul des honoraires restera le forfait de rémunération sur la base du montant du cout des travaux comme défini ci-dessus.

Ne sont pas concernés par les dispositions du présent article, les modifications apportées par le maître d'œuvre par suite d'erreurs, d'imprécisions, omissions, oublis, conception inadaptée dans ses études de conception, d'exécution, ou de VISA ou dans la direction des travaux, qui ne pourront donner lieu à aucune augmentation du forfait de rémunération. Les modifications consécutives à des fautes des entreprises dans l'exécution des travaux (sous responsabilité de la Direction de Travaux de la Maîtrise d'œuvre), de même qu'un allongement des délais d'exécution des travaux pour lequel la Maîtrise d'œuvre aurait une responsabilité (retard de VISA, erreur dans les pièces marchés, validation d'échantillon, etc...), ne donneront lieu à aucune évolution du forfait définitif.

3.3. Dispositions diverses

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'oeuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

En complément des dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, il est précisé que le prix du marché est complet et inclut tous les frais résultants de l'exécution des missions confiées au titulaire.

Ces frais incluent notamment ceux relatifs :

- Aux assurances ;
- Aux déplacements ;
- Aux tirages et à diffusion des documents écrits et graphiques que le maître d'œuvre doit établir dans le cadre de l'exécution de ses missions ;

- Aux achats, à la location et à la maintenance de matériels et logiciels nécessaires à l'exécution des prestations confiées au titulaire.

En cas de substitution d'une entreprise par une autre, pour quelque raison que ce soit (cessation d'activité, résiliation du marché, etc...) entraînant une augmentation du coût des travaux (ou des délais), il fait application de l'article 3.2 du présent C.C.A.P.

Le maître d'œuvre s'engage, sauf prescription contraire du Maître de l'Ouvrage, à n'accepter aucune rémunération de la part d'un tiers au titre de la mission qui lui est confiée par le présent marché. En outre, il s'interdit d'accepter toute mission complémentaire pour des tiers au présent contrat, intervenant dans la réalisation de l'opération définie à l'article A1.5 du présent C.C.A.P.

Dans les mêmes conditions, le maître d'œuvre s'engage, sous peine de réfaction, à ne faire réaliser aucune partie de ses prestations par des fournisseurs ou entrepreneurs, et de façon générale, toute personne physique ou morale ayant un intérêt quelconque aux marchés de travaux, y compris aux études d'exécution qui y sont incluses le cas échéant.

3.4. Mois d'établissement du prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de :
juin 2025; ce mois est appelé « mois zéro ».

3.5. Modalités de révision des prix

La révision ci-dessus est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donnée par la formule :

$$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n - I_0 / I_0 - 3)$$

dans laquelle I_0 et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois zéro et au mois n .

L'index de référence I choisi en raison de sa structure est l'index ING Ingénierie. Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue lors du mandatement, le maître de l'ouvrage procède au règlement provisoire sur la base de la valeur du dernier coefficient publié de la révision. Le maître de l'ouvrage procède à la révision définitive dès que les index correspondants sont publiés, et au plus tard trois mois après la date à laquelle sont publiées ces valeurs.

Les coefficients d'actualisation et de révision sont arrondis au millième supérieur. Pour les éléments de mission pour lesquels un délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement, la valeur finale de l'index est appréciée au plus tard à la date contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

CHAPITRE 4 - Règlement des comptes du titulaire

4.1. Garantie financière

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

En application des articles R2112-7 à R2112-12, le marché est conclu à prix ferme dans le cas où cette forme de prix n'est pas de nature à faire encourir des aléas majeurs au titulaire et à l'administration contractante, en raison de l'évolution raisonnablement prévisible des conditions économiques de la prestation considérée, pendant la période d'exécution de cette prestation.

4.2. Les avances

4.2.1. Conditions de versement et de remboursement

Une avance sera versée au maître d'œuvre dans les conditions prévues au Code de la commande publique, notamment ses articles R.2191-3 et suivants, et à condition que le titulaire n'ait pas renoncé à son versement dans l'acte d'engagement.

Il sera fait application de **l'option B de l'article 11.1 du CCAG-Maîtrise d'œuvre**.

Le montant de cette avance est calculé conformément aux dispositions de l'article R.2191-7 du Code de la commande publique. Le pourcentage retenu pour le calcul de l'avance, selon ces dispositions, est fixé à 5 %.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65% du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Le versement de l'avance est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande pour son remboursement total. La caution personnelle et solidaire n'est pas acceptée.

L'avance sera payée dans le délai de paiement prévu par le présent marché, mais ne pourra être mandatée avant la constitution de la garantie visé à l'alinéa précédent.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota :

Conformément aux Articles R2193-17 à R2193-21 du Code de la commande publique, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants de premier rang bénéficiaires du paiement direct.

Le paiement de cette avance est subordonné au remboursement, s'il y a lieu, de la partie de l'avance versée au titulaire au titre des prestations sous-traitées.

Le montant de l'avance est calculé par application des dispositions de l'article R.2191-7 du Code de la commande publique, sur la base d'un pourcentage de 5%, au montant des prestations sous-traitées. Le droit à l'avance forfaitaire du sous-traitant est ouvert à la date de commencement d'exécution des prestations par celui-ci.

Le remboursement de l'avance forfaitaire commence lorsque le montant des prestations exécutées atteindra 65 % du montant des prestations au titre desquelles est accordée cette avance et doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

4.2.2. Garanties financières des avances

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

4.3. Acomptes

- ≡ En cas de cotraitance : La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement conjoint d'entreprises) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement solidaire d'entreprises), acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant.
- ≡ En cas de sous-traitance :
 - Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
 - Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous traitant. Cette décision est notifiée au sous traitant et au pouvoir adjudicateur.
 - Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
 - Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
 - Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

- Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

4.4. Pour l'établissement des documents d'études :

Les prestations incluses dans les éléments AVP et PRO-DCE sont réglées de la manière suivante :

- ≡ après réception physique du dossier d'études : 80 %
- ≡ après réception/validation par le maître de l'ouvrage : 20%

4.5. Pour l'exécution des prestations ACT

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :

- ≡ après réception du dossier de consultation des entreprises : 60 % ;
- ≡ après mise au point des marchés de travaux et acceptation par le maître de l'ouvrage de (ou des) offre(s) des entreprises : 40 %.

4.6. Pour l'exécution du VISA

Les prestations incluses dans l'élément VISA sont réglées comme suit :

- ≡ sur production d'un document récapitulatif l'ensemble des études, plans d'exécution, plans de synthèse à remettre par les entreprises qui sont présentées au visa du maître d'oeuvre : 50 %,
- ≡ sur production du même document complété par les dates auxquelles les études, plans d'exécution et plans de synthèse ont été visés par le maître d'oeuvre, accompagné des justificatifs nécessaires : 50 %.

4.7. Pour l'exécution des prestations de contrôle d'exécution (DET et AOR)

Élément DET (Direction des travaux)

Les prestations incluses dans l'élément de mission DET sont réglées sous forme d'acomptes mensuels, proportionnellement à la durée des travaux.

En fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes mensuels, proportionnellement à la durée du chantier telle que définie à l'OS de démarrage des travaux : 85 %.

A la date de l'accusé de réception, par le Maître de l'ouvrage du projet de décompte final des entreprises et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises : 15 %.

Élément AOR (Assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement)

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- ≡ 25 % aux opérations préalables à la réception,
- ≡ 10 % à la remise du dossier des ouvrages exécutés,
- ≡ 15 % à la levée de la dernière réserve,
- ≡ 25 % à l'expiration du délai de parfait achèvement, éventuellement prolongée,
- ≡ 25 % à la clôture financière, établissement des DGD de l'ensemble des lots.

4.8. Pour l'exécution des prestations de DIAG (Mission complémentaire)

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :

- ≡ après réception physique du dossier diagnostic : 70 %
- ≡ après réception/validation par le maître de l'ouvrage : 30%

4.9. Pour l'exécution des prestations d'OPC (Mission complémentaire)

Les prestations incluses dans l'élément de mission OPC sont réglées sous forme d'acomptes mensuels :

- ≡ 90 % proportionnellement à la durée des travaux ,
- ≡ 5 % à la levée de la dernière réserve,
- ≡ 5 % à l'expiration du délai de parfait achèvement, éventuellement prolongée.

4.10. Rémunération des éléments.

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Les acomptes relatifs aux éléments ou parties d'éléments esquisse, APS seront payés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant à l'acte d'engagement. Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération , **il sera procédé, à un réajustement de la répartition des honoraires, uniquement à compter de la phase APD. Aucun ajustement des phases esquisse et APS ne sera réglé.**

Les pourcentages de chaque élément de mission seront précisés par chaque candidat en annexe de l'acte d'engagement.

4.11. Montant de l'acompte

En dérogation à l'article 11.5 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, le règlement des sommes dues au maître d'oeuvre fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée ci-dessus, calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies.

4.11.1. Etat périodique

L'état périodique, établi par le maître d'oeuvre, comporte le compte rendu d'avancement de la phase en cours d'exécution à laquelle la demande d'acompte se rapporte, indique le pourcentage approximatif d'avancement de leur exécution. Ce pourcentage, après accord du Maître de l'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant par application au montant de l'élément de mission auquel l'acompte se rapporte.

L'état périodique sert de base à l'établissement par le maître d'oeuvre du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

4.11.2. Projet de décompte périodique

En application de l'article 11.10 du C.C.A.G.-Maîtrise d'œuvre, le maître d'œuvre présentera au Maître de l'ouvrage ses notes d'honoraires selon le modèle qui sera déterminé par la MOA en début d'opération. Les notes d'honoraires du groupement seront envoyées par le mandataire sur un document unique (PDF) avec systématiquement un tableau récapitulatif des honoraires demandés par co-traitants.

Les dates de présentation des situations par le maître d'œuvre, retenues pour le paiement des situations sont celles de diffusion de la note déclarée conforme par la MOA et son AMO.

4.11.3. Décompte périodique

Pour l'application de l'article 11.6 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, le Maître d'Ouvrage et son AMO établissent le décompte périodique.

Le décompte périodique établi par le maître de l'ouvrage correspond au montant des sommes dues du début du marché à l'expiration de la période correspondante, ce montant est évalué en prix de base hors T.V.A., il est établi à partir du projet de décompte périodique en y indiquant successivement :

- ≡ L'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
- ≡ Les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'oeuvre des documents d'études

4.11.4. Acompte périodique

Le montant de l'acompte périodique à verser au maître d'oeuvre est déterminé par le maître de l'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- ≡ Le montant du décompte périodique ci-dessus moins le montant du décompte précédent ;
- ≡ L'incidence de la révision des prix appliquée conformément au présent C.C.A.P. sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période P et de la période précédente ;
- ≡ L'incidence de la T.V.A. ;
- ≡ Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants ci-dessus augmentée éventuellement des intérêts moratoires dus au maître d'oeuvre.

4.12. Solde

En application de l'article 11-7 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, après constatation de l'achèvement total de sa mission dans les conditions prévues au présent C.C.A.P., le maître d'œuvre adresse au Maître d'Ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

4.13. Décompte final

Le décompte final établi par le maître de l'ouvrage comprend :

- ≡ Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus ;
- ≡ La pénalité éventuelle pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage, telle que définie au présent C.C.A.P. ;
- ≡ Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'oeuvre en application du présent marché ;
- ≡ La rémunération en prix de base, hors T.V.A. due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au forfait de rémunération diminué des pénalités éventuelles ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

4.14. Décompte général - Etat du solde

Le maître de l'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- ≡ Le décompte final ci-dessus ;
- ≡ La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage ;
- ≡ Le montant, en prix de base hors T.V.A., du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- ≡ L'incidence de la révision des prix appliquée sur le montant du solde ci-dessus ;
- ≡ L'incidence de la T.V.A. ;
- ≡ L'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes ci-dessus ;
- ≡ La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le Maître d'Ouvrage notifie au maître d'oeuvre le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le maître d'œuvre qui doit être signifiée dans les 30 jours suivant la réception du décompte général notifié par le Maître d'ouvrage.

A défaut de réponse dans le délai de 30 jours, et en application de l'article 11.8.4 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, le maître d'œuvre est réputé avoir accepté le décompte général et n'est plus fondé à le contester.

En cas de refus par le Maître d'œuvre du décompte général notifié, le maître d'œuvre doit, dans le délai de 30 jours précité, remettre au Maître d'ouvrage un mémoire en réclamation explicitant les motifs de ce refus et les sommes dont il demande le règlement, accompagné des pièces justificatives. Conformément à l'article 35.3 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, le Maître d'ouvrage dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision.

L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation. Conformément à l'article 35.5 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, le maître d'œuvre dispose, sous peine de forclusion, d'un délai de six mois à compter de la réception de la décision de rejet de sa réclamation, ou de la formation d'une décision implicite de rejet, pour porter le contentieux devant la juridiction compétente. A défaut de saisine dans ce délai, le Maître d'œuvre est réputé avoir accepté le décompte général.

4.15. Mode de règlement

Les délais maximums de paiement des acomptes et du solde sont ceux fixés aux Articles R2192-10 et R2192-11 du Code de la commande publique. Le délai court à compter de la réception de l'état d'acompte conforme par le maître d'ouvrage et son AMO.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s), seront payées dans un délai global de **50 jours** à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le taux des intérêts moratoires sera celui de l'intérêt légal en vigueur.

CHAPITRE 5 - Délais - Pénalités de rendu des prestations

5.1. Etablissement des documents d'études

5.1.1. Délais

Les délais d'établissement des documents d'étude sont fixés dans l'acte d'engagement.

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- ≡ 1er élément : date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de la notification du marché.
- ≡ Autres éléments ou parties d'éléments suivants : date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre du prononcé de la réception du document d'études le précédant dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération.
- ≡ Elément de mission "ACT - rapport d'analyse des offres" : date d'ouverture des offres
- ≡ Elément de mission "ACT – Etablissement des dossiers marchés" : date du choix des titulaires après avis de la Commission Consultative des Marchés.
- ≡ Elément de mission DET et VISA : date de l'OS de démarrage des travaux.
- ≡ Dossier des ouvrages exécutés (DOE) : date de réception des travaux.

5.1.2. Présentation des documents

Le Maître d'œuvre est tenu d'aviser par écrit le Maître de l'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés. Il tiendra à disposition de la maîtrise d'ouvrage, un tableau récapitulatif des documents reçus comprenant, date de réception, date d'émission du visa, date de levée des remarques sur visa, etc..

5.1.3. Nombre d'exemplaires

Les documents d'études sont remis par le maître d'œuvre au Maître d'Ouvrage pour vérification et réception. Le tableau ci-après précise le nombre d'exemplaires à fournir. Le Maître d'Ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

Les documents d'études sont remis par le maître d'oeuvre au Maître d'Ouvrage pour vérification et réception sur support papier et sur un support informatique (format .pdf, .ppt, .dwg, .doc, .xls).

Code	MOA	CT	CSPS
DIAG	2	@	@
AVP	2	1	1
PRO	2	1	1
DCE	2	1	1
DOE	2	@	@
PERMIS DE CONSTRUIRE	selon demande services instructeurs + 2 exemplaires	1	1

La remise des DOE sera explicitée dans les CCTP MOE.

5.1.4. Pénalités pour retard

En dérogation à l'article 16.2 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, en cas de retard dans la présentation de ces documents d'études, le maître d'oeuvre subit sur ses créances, des pénalités journalières dont le montant par jour calendaire de retard est fixé par rapport au montant de son marché à :

Code	Pénalités
DIAG	1/1000
AVP (APS et APD)	1/1000
PC	1/1000
PRO	1/1000
DCE	1/1000
Rapport d'analyse offres ACT	1/1000

5.1.5. Délais de validation du Maître de l'ouvrage

Conformément à l'article **20.2 du CCAG-Maîtrise d'œuvre**, la décision par le maître de l'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents d'études ci-dessus doit intervenir avant l'expiration d'un **délai de deux mois**.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du document d'étude à réceptionner.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à **l'article 21 du C.C.A.G.** (acceptation tacite).

L'acceptation tacite ne peut en aucun cas concerner des écarts au programme, à la réglementation et au budget de l'opération .

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'oeuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

5.2. Exigences en phase Travaux

5.2.1. Délais

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- ≡ Date de l'accusé de réception, par le maître d'oeuvre, de la réception des décomptes mensuels ou finaux des entrepreneurs.
- ≡ Dossier des ouvrages exécutés (DOE) : date de réception des travaux.

5.2.2. Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

Au cours des travaux, le maître d'oeuvre doit procéder **conformément à l'article 11.3.3 du CCAG-Maîtrise d'oeuvre**, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur.

Après vérifications, le projet de décompte mensuel, devient le décompte mensuel.

Le maître d'oeuvre détermine, dans les conditions définies au C.C.A.G.-applicable aux marchés de Travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur.

Il transmet au maître de l'ouvrage, avec copie transmise à l'assistant à maîtrise d'ouvrage par courriel, en vue du mandatement l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par voie électronique accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

Dans le cadre de sa vérification, le maître d'oeuvre sera tenu de contrôler et ou de déterminer les révisions de prix applicables à chaque état d'acompte.

Le délai de vérification par le maître d'oeuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à **(7) jours calendaires** à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

5.2.3. Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur

À l'issue des travaux, le maître d'oeuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément au C.C.A.G.-Applicable aux marchés de Travaux et qui lui a été transmis par l'entrepreneur de façon dématérialisée.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'oeuvre établit, dans les conditions définies au C.C.A.G.-Travaux, le décompte général.

En cas de réception avec réserves, le Maître d'oeuvre retiendra sur le solde une provision correspondant à l'estimation des travaux de levée des dites réserves restant à réaliser.

Le délai de vérification du projet de décompte final et l'établissement du décompte général est fixé à **10 jours calendaires** à compter de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

Si le maître d'oeuvre n'a pas transmis au maître de l'ouvrage les projets de décompte mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, le maître de l'ouvrage le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe. À l'expiration de ce délai, le maître de l'ouvrage peut faire vérifier les projets de décompte aux frais du maître d'oeuvre défaillant.

5.2.4. Instruction des mémoires de réclamation

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est de 15 jours calendaires à compter de la date de réception par le maître d'oeuvre du mémoire de réclamation.

5.2.5. Pénalités pour retard

En dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-Maîtrise d'oeuvre, en cas de retard, le maître d'oeuvre subit sur ses créances, des pénalités journalières dont le montant par jour calendaire de retard est fixé par rapport au montant de son marché à :

Code	Délai
VISA	1/1000

CR réunions de chantier	1/1000
DOE	1/500

En cas de retard, le maître d'œuvre subit sur ses créances, des pénalités journalières dont le montant par jour calendaire de retard est fixé par rapport à:

Code	Délai
Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs	1/2000 de l'acompte des travaux correspondant
Vérification des projets de décomptes finaux des entrepreneurs	1/2000 de l'acompte des travaux correspondant
L'instruction du mémoire de réclamation	1/2000 du montant initial du marché de travaux

5.3. Démarrage des prestations - suspension

Pour l'application de l'article 3.8.3 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, il est précisé que le démarrage des prestations pourra être ordonné dans un délai supérieur à 6 mois à compter de la notification du marché.

En application de ce même article 3.8.3 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, en cas de démarrage des prestations ordonnées plus de six mois après la notification du marché, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours, courant à compter de la date de réception de l'ordre de service, pour proposer une nouvelle date de démarrage des prestations.

A l'expiration de ce délai, s'il n'a proposé aucune autre date, il doit exécuter les prestations à la date demandée. En cas de refus du pouvoir adjudicateur à la proposition de nouvelle date qui lui aura été faite, le titulaire peut demander la résiliation du marché. Cette résiliation ne peut lui être refusée. Cette résiliation n'ouvre le droit à aucune indemnité pour le titulaire.

Par ailleurs le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de suspendre l'exécution du marché, sans limite de durée de suspension à n'importe quel stade d'avancement de la mission. Cette suspension n'ouvre le droit à aucune indemnité pour le titulaire.

Le Maître d'Ouvrage transmettra un courrier de notification au titulaire l'informant de la suspension du marché. Un Ordre de Service de redémarrage de la mission sera ensuite transmis au titulaire.

Le titulaire peut refuser d'exécuter cet ordre, s'il lui est notifié plus d'un mois après la notification de la suspension de la prestation. Le titulaire dispose alors d'un délai de quinze jours, courant à compter de la date de réception de cet ordre de service, pour proposer une nouvelle date de démarrage des prestations. A l'expiration de ce délai, s'il n'a proposé aucune autre date, il doit exécuter les prestations à la date demandée. En cas de refus du pouvoir adjudicateur à la proposition de nouvelle date qui lui aura été faite, le titulaire peut demander la résiliation du marché. Cette résiliation ne peut lui être refusée. Cette résiliation n'ouvre le droit à aucune indemnité pour le titulaire.

5.4. Prolongation des délais

Il est fait application de **l'article 15.3 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, sous réserve de la dérogation suivante** : ne pourra être considéré comme un « fait du Maître d'Ouvrage » ou « événement ayant le caractère de force majeure » justifiant au sens de l'article 15.3 une prolongation, le cas où l'incapacité du titulaire à respecter ses délais est due à un retard rencontré par un entrepreneur dans l'exécution des travaux, sauf à ce que le Maître d'œuvre démontre avoir mis en œuvre toutes les diligences normales requises pour obtenir le respect de ces délais.

En tout état de cause, il sera fait application de l'article 3.2 du présent CCAP en cas d'allongement de la durée des travaux.

CHAPITRE 6 - Coût prévisionnel des travaux en phase Etude

6.1. Engagement en phase AVP

L'exécution des études d'Avant-Projet permettra au maître d'oeuvre de s'engager sur un coût prévisionnel de réalisation.

Si le coût prévisionnel de réalisation proposé par le maître d'oeuvre au moment de la remise des prestations de cet élément est supérieur à l'enveloppe financière validée par le maître de l'ouvrage au stade du concours à l'article 4 de l'acte d'engagement, le Maître d'Ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'oeuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

Après réception de l'Avant-Projet par le Maître d'Ouvrage, un avenant fixe le montant du coût prévisionnel des travaux que le maître d'oeuvre s'engage à respecter sous réserve des sanctions prévues ci-après.

6.2. Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel définitif des travaux sur lequel s'engage le maître d'oeuvre au stade des études **d'Avant-Projet (AVP)** est affecté du **taux de tolérance de 3%**. Le respect de cet engagement est contrôlé à l'issue de la consultation des entreprises pour les marchés de travaux.

6.3. Coût de référence des travaux

Lorsque le maître de l'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation des marchés de travaux, le maître d'oeuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation (coût de référence).

Ce coût est obtenu en divisant le montant des offres considérées économiquement, tous critères confondus, comme les plus avantageuses par le maître de l'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 (catégorie bâtiment) pris respectivement au mois Mo des offres travaux ci-dessus et au mois Mo des études du marché de maîtrise d'oeuvre.

Si le coût est supérieur au seuil de tolérance, le Maître d'Ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux.

Le maître de l'ouvrage peut également demander la reprise des études. Le maître d'oeuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'oeuvre fait des propositions dans ce sens au maître de l'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'oeuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 15 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offres ou engager une nouvelle négociation.

6.4. Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance défini ci-dessus, le concepteur supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par le taux égal au taux de rémunération t fixé à l'article 4 de l'acte d'engagement multiplié par 2.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération t des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

CHAPITRE 7 - Coût de réalisation des travaux

7.1. Engagement en ACT

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte de contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux. Le maître d'oeuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

7.2. Tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux des marchés résultant des contrats de travaux passés par le Maître d'Ouvrage (**en phase ACT**) sur lequel s'engage le maître d'oeuvre est affecté du **taux de tolérance de 2%**.

Le respect de cet engagement est contrôlé à l'achèvement de l'ouvrage (DGD).

Le coût constaté déterminé par le maître de l'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, avenants, commandes hors marchés intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix, hors travaux complémentaires demandés par la maîtrise d'ouvrage.

7.3. Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le concepteur supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par le taux égal au taux de rémunération **t** fixé à l'article 4 de l'acte d'engagement multiplié par 2.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération **t** des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

7.4. Mesures conservatoires

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux complémentaires demandés par la maîtrise d'ouvrage) dépasse le seuil de tolérance défini ci-avant, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître de l'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission précédemment cités.

CHAPITRE 8 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'oeuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

De plus, la coordination d'hygiène et de sécurité sera prévue dans les conditions au présent C.C.A.P.

Le maître d'oeuvre met en oeuvre les principes généraux de prévention définis aux articles L. 4531-1 et L. 4535- 1 du Code du Travail. En application des dispositions du Code du travail, et en particulier des articles R.4532-1 et suivants, le maître d'oeuvre, qui doit prévoir dans son projet la prise en compte de toutes les obligations mis à la charge du Maître d'Ouvrage par le code du travail, est notamment chargé :

- ≡ d'établir une notice regroupant l'ensemble des données qui sont de nature à avoir une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs appelés à travailler sur le chantier ;
- ≡ de collaborer à la mise en application des obligations relatives à la sécurité et la protection de la Santé des Travailleurs ;
- ≡ de communiquer au Maître d'Ouvrage tous documents nécessaires à l'exercice de sa mission.

Le maître d'oeuvre met en oeuvre les principes généraux de prévention définis aux a, b, c, d, e, f et h du II de l'article L. 4121-II-2 du Code du Travail.

CHAPITRE 9 - Protection de l'environnement, sécurité et santé

Conformément à l'article 7 du CCAG Maîtrise d'œuvre, le maître d'œuvre veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du Maître d'Ouvrage.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le Maître d'Ouvrage afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le Maître d'Ouvrage.

CHAPITRE 10 - Utilisation des résultats

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du maître de l'ouvrage et du maître d'œuvre en la matière est l'option B telle que définie au l'article 24 du C.C.A.G.-Maîtrise d'œuvre.

Si les prestations ou les résultats de ce marché constituent des oeuvres originales, son titulaire concède au Maître d'Ouvrage les droits d'utilisation, de reproduction, de représentation et d'adaptation desdites oeuvres pour la durée de l'étude, de la construction et de l'utilisation de l'ouvrage ou des ouvrages objet du présent marché et ce, à compter de la notification du marché. Cette concession vaut sur le territoire du Maître d'Ouvrage pour assurer les objectifs de ce marché, notamment de son programme fonctionnel.

CHAPITRE 11 - Arrêt de l'exécution de la prestation

Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques éléments de mission tels que définis au présent C.C.A.P., entraînant une résiliation avec indemnité de 3% du marché.

CHAPITRE 12 - Achèvement de la mission

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de «Garantie de Parfait Achèvement» (prévue à C.C.A.G.-Applicables aux Marchés Travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le Maître d'Ouvrage, constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

CHAPITRE 13 - Résiliation du marché

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 27 à 31 inclus du CCAG Maîtrise d'œuvre avec les précisions suivantes.

13.1. Résiliation du fait du maître de l'ouvrage

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie le marché, en tout ou partie, sans qu'il y ait faute du titulaire, le maître d'œuvre percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant hors TVA, non révisé, de la partie résiliée du marché, un pourcentage égal à **2,00 %, en dérogation à l'article 31 du CCAG Maîtrise d'œuvre.**

13.2. Résiliation du marché aux torts du maître d'œuvre ou cas particuliers

Le Maître d'Ouvrage de résilier le marché suivant les cas exposés à l'article 30 du C.C.A.G.-Maîtrise d'œuvre.

La résiliation fait alors l'objet, selon l'article 32 du CCAG, d'un décompte de résiliation, arrêté par le Maître d'Ouvrage et notifié au maître d'œuvre, ce décompte se substitue au décompte général prévu à l'article 11.8.1.

Par dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, en cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de quinze jours courant à compter de la notification de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur d'y procéder, le marché peut être résilié aux torts du groupement, dans les conditions prévues à l'article 30 (cette résiliation est opérée sans mise en demeure préalable).

Par dérogation et complément à l'article 30 du C.C.A.G.-Maîtrise d'œuvre, le marché pourra être résilié dans le cas où le Maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 7.2 du présent C.C.A.P. ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

CHAPITRE 14 - Clauses diverses

14.1. Conduite des prestations dans un groupement

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations de l'article 3.5 du CCAG-Maîtrise d'œuvre sont applicables à l'ensemble des membres du groupement. Ces derniers désignent les personnes nommément responsables, conformément à leur offre.

En conséquence, les articles du C.C.A.G.-Maîtrise d'œuvre, traitant de la résiliation pour faute du titulaire et les autres cas de résiliation s'appliquent dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

14.2. Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le maître d'œuvre (en la personne de chacune de ses composantes) doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil.

Le maître d'œuvre devra fournir, avant notification du marché, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire, si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le maître de l'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Il devra fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

En complément à l'article 9 du CCAG Maîtrise d'œuvre, les dispositions à prendre en termes d'assurances sont les suivantes.

Chacun des membres de l'équipe de conception et/ou maîtrise d'œuvre devra être titulaires de polices d'assurance souscrites auprès d'assureurs notoirement solvables.

14.3. Règlement des litiges

En cas de litige, le ou les recours s'exerceront auprès des tribunaux compétents de Bordeaux

CHAPITRE 15 -Dérogations au CCAG-MOE

Les dérogations aux CCAG-Maîtrise d'œuvre, explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP. , sont apportées aux articles suivants :

- L'article 3.2 déroge à l'article 14.1 du CCAG maîtrise d'œuvre
- L'article 3.2 déroge à l'article 15.3.5 du CCAG maîtrise d'œuvre
- L'article 4.11 déroge à l'article 11.5 du CCAG maîtrise d'œuvre
- L'article 5.1.4 déroge à l'article 16.2 du CCAG maîtrise d'œuvre
- L'article 5.2.5 déroge à l'article 16.2.3 du CCAG maîtrise d'œuvre
- L'article 5.4 déroge à l'article 15.3 du CCAG maîtrise d'œuvre
- L'article 13.1 déroge à l'article 31 du CCAG maîtrise d'œuvre
- L'article 13.2 déroge à l'article 30 du CCAG maîtrise d'œuvre
- L'article 13.2 déroge à l'article 3.5.4 du CCAG maîtrise d'œuvre.